

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES ET
DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSÉES

ARRETE

JMG

N°

991549

du

- 7 JUIL. 1999

portant prescriptions complémentaires à la Société DMC Tissus à PFASTATT

*Le Préfet du Département du Haut-Rhin
Chevalier de la Légion d'Honneur*

- VU la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi susvisée, et notamment son article 18,
- VU le décret n° 97-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux,
- VU l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux rejets de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et notamment ses chapitres VII, VIII, IX et X,
- VU les arrêtés préfectoraux n° 69 413, n° 85 570, n° 90 832, n° 97 009, n° 98 2810 en dates respectivement des 15 février 1982, 10 août 1987, 21 juin 1989, 16 octobre 1991 et 5 octobre 1998, réglementant les installations de la Société DMC Tissus sises à PFASTATT,
- VU les récépissés de déclarations délivrés à la Société DMC Tissus en dates respectivement des 12 juillet 1993, 22 avril 1994 et 20 janvier 1995,
- VU le rapport de l'Inspecteur des installations classées du 02 mars 1999,
- VU l'avis du **6 MAI 1999** Conseil Départemental d'Hygiène,

CONSIDERANT les termes de l'article 68-I de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé qui précise que les dispositions des chapitres 7 à 9 relatifs à la surveillance des rejets et de leurs effets sur l'environnement sont applicables aux installations existantes dans un délai de 1 an à compter de la publication de l'arrêté précité (3 mars 1998), soit le 3 mars 1999 et que les conditions de la surveillance des rejets et de leurs effets sur l'environnement sont fixées par un arrêté complémentaire pris dans un délai d'un an suivant la publication de l'arrêté précité, soit le 3 mars 1999,

.../...

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de préciser les dispositions générales et particulières relatives à la bonne gestion des déchets produits, aux conditions de stockage de ceux-ci, et à la définition des déchets que l'exploitant est autorisé à éliminer à l'extérieur de son établissement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R E T E

ARTICLE 1^{ER}

Les dispositions complémentaires des articles suivants s'appliquent à la Société DMC Tissus désignée « exploitant » ci-après dont le siège social est au 10 avenue Ledru Rollin 75579 PARIS CEDEX 12 pour l'exploitation de ses installations sises à PFASTATT-LE-CHATEAU, BP 2079 – 68059 MULHOUSE CEDEX.

ARTICLE 2 – ABROGATION

L'article 5.3 sauf 1^{er} et dernier alinéas de l'arrêté n° 85 570 du 10 août 1987 et l'article 5 de l'arrêté n° 90 832 du 21 juin 1989, sont abrogés.

ARTICLE 3 – SURVEILLANCE DES EMISSIONS

3.1 Généralités

- I. L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions lorsque les flux de polluants autorisés dépassent les seuils définis par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et impliquant des limites en concentration. Ce programme de surveillance est défini à l'article 3.2 ci-après.
- II. Pour la mise en œuvre de ce programme de surveillance, les méthodes utilisées sont les méthodes de références indiquées à l'annexe Ia de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé et jointes au présent arrêté.
- III. Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'Inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci.

.../...

- IV. Les résultats de l'ensemble des mesures (contrôles périodiques et/ou continus) prévues au présent article, sont transmis à l'inspection des installations classées avant le 15 du mois qui suit chacun des 4 trimestres de l'année (15 janvier, 15 avril, 15 juillet, 15 octobre), accompagnés de commentaires écrits sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, selon le modèle figurant en annexe du présent arrêté.
- V. Sans préjudice des dispositions prévues au III du présent article, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol, et réaliser des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

3.2. Dispositions particulières – Pollution de l'air

Pour les substances le concernant, l'exploitant justifiera sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté puis chaque année, que les flux mentionnés à l'article 27 de l'arrêté ministériel (dont copie est jointe au présent arrêté ainsi que les annexes III et IV mentionnées) et impliquant les limites en concentration, ne sont pas dépassés. Dans le cas contraire, une mesure semestrielle sera réalisée.

Dans tous les cas, les émissions diffuses sont prises en compte. Dans le cas où une installation rejette le même polluant, par divers rejets canalisés, les flux impliquant les limites en concentration mentionnés à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, représentent le flux total de l'ensemble des rejets canalisés et diffus.

3.3. Dispositions particulières – Pollution de l'eau

3.3.1. L'exploitant réalise dans les conditions prévues à l'article 3.1, les mesures suivantes sur ses effluents aqueux.

- I. La détermination du débit rejeté, du pH et de la température, se fait par mesures en continu.

.../...

II.

Paramètre	Fréquence de mesure
DCO (sur effluent non décanté)	Journalière (1)
Matières en suspension totales	Journalière (1)
DBO ₅ (sur effluent non décanté)	Journalière (1) (2)
Azote global	Journalière (1)
Phosphore total	Journalière (1)
Hydrocarbures totaux	(3)
Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX)	(3)
Etain et composés (en Sn)	(3)
Fer, Aluminium et composés (en Fe + Al)	(3)
Manganèse et composés (en Mn)	(3)
Chrome et composés (en Cr)	Trimestrielle
Chrome hexavalent et composés (en Cr)	Trimestrielle
Cuivre et composés (en Cu)	Journalière (1)
Nickel et composés (en Ni)	(3)
Zinc et composés (en Zn)	(3)
Substances concernées visées à l'article 32.3°15) (annexe V jointe au présent arrêté) et à l'article 32.4° (joint au présent arrêté) de l'arrêté ministériel du 2 février 1998	(3)

- (1) La mesure journalière est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit.
- (2) Pour la DBO₅, la fréquence sera hebdomadaire s'il est démontré que le suivi d'un autre paramètre est représentatif de ce polluant et lorsque la mesure de ce paramètre n'est pas nécessaire au suivi de la station d'épuration sur lequel le rejet est raccordé.
- (3) Pour ces paramètres, une mesure sera réalisée sous 2 mois à compter de la notification du présent arrêté afin de déterminer si les flux impliquant des limites en concentration, sont dépassés. Si tel est le cas, une mesure trimestrielle sera réalisée.

III. Lorsque les polluants bénéficient d'une dilution telle qu'ils ne sont plus mesurables au niveau du raccordement avec le réseau d'assainissement, ils sont mesurés avant dilution.

3.3.2. Dans le cas où les flux impliquant des limites en concentration pour les substances concernées visées par l'article 32.4° de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, sont dépassés, les valeurs limites en concentration, en flux spécifique et en flux par unité de temps pour ces paramètres, seront fixées par voie d'arrêté complémentaire.

L'exploitant, rejetant les substances visées à l'article 3.2.2. ci-dessus, adresse tous les 4 ans au Préfet, un dossier faisant le bilan des rejets :

- flux rejetés,
- concentration dans les rejets,
- rejets spécifiques par rapport aux quantités mises en œuvre dans l'installation.

Ce dossier fait apparaître l'évolution de ces rejets et les possibilités de les réduire.

.../...

ARTICLE 4 – SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT – SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES

Les installations présentant un risque de pollution respectent les dispositions suivantes :

1. Deux puits au moins sont implantés en aval de l'usine ; la définition du nombre de puits de leur implantation est faite à partir des conclusions d'une étude hydrogéologique. Si de tels puits existent, ils pourront être utilisés.
2. Deux fois par an au moins, le niveau piézométrique est relevé et des prélèvements sont effectués dans la nappe.
3. L'eau prélevée fait l'objet de mesures des principales substances susceptibles de polluer la nappe compte tenu de l'activité de l'installation. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Toute anomalie lui est signalée dans les meilleurs délais. Si les résultats de mesures mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant s'assure par tous les moyens utiles que ses activités ne sont pas à l'origine de la pollution constatée. Il informe le Préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS RELATIVES AUX DECHETS

5.1. L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets produits.

A cette fin, il doit successivement :

- Limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres,
- Trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- S'assurer du traitement ou du pré-traitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique,
- S'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

5.2. Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et si possible protégées des eaux météoriques.

.../...

5.3. Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet au titre de la loi du 19 juillet 1976, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement : l'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.

Dans ce cadre, il justifiera à compter du 1^{er} juillet 2002, le caractère ultime au sens de l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1975 modifiée, des déchets mis en décharge.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

L'exploitant est autorisé à éliminer à l'extérieur de son installation les déchets suivants selon le décret n° 97-517 du 15 mai 1997 relatif à la classification des déchets dangereux et selon la nomenclature déchets (avis du 11 novembre 1997):

Code	Désignation des déchets
04 02 10	Matière organique issue de produit naturels (par exemple graisse, cire)
04 02 11	Déchets halogénés provenant de l'habillage et des finitions
04 02 12	Déchets non halogénés provenant de l'habillage et des finitions
04 02 99	Déchets non spécifiés ailleurs
13 03 01	Huiles isolantes et fluides caloporteurs et autres liquides contenant des PCB et PCT
15 01 02	Emballages en matières plastiques
15 01 05	Emballages composites
15 02 01	Absorbants, matériaux filtrants, chiffons d'essuyage et vêtements de protection
16 05 03	Autres déchets contenant des produits chimiques organiques, par exemple produits chimiques de laboratoire non spécifiés par ailleurs
16 06 05	Autres piles et accumulateurs
17 06 01	Matériaux d'isolation contenant de l'amiante
18 01 05	Produits chimiques mis au rebut
20 01 21	Tubes fluorescents et autres déchets contenant du mercure

ARTICLE 6 – MODALITES D'APPLICATION

Les dispositions du présent arrêté sont applicables immédiatement.

.7.

Article 7

Un avis faisant connaître qu'une copie de l'arrêté portant prescriptions complémentaires est déposée à la mairie de PFASTATT et mise à la disposition de tout intéressé, sera inséré par les soins du service instructeur et aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise sera affiché à la mairie de PFASTATT pendant une durée minimum d'un mois et affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin, le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement chargé de l'inspection des Installations Classées et les inspecteurs des services d'Incendie et de Secours sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Fait à COLMAR, le *signé*

Le Préfet,

Pour le Préfet,
et par délégation,

Le Secrétaire Général *par intérim*

signé Thierry SUQUER

Pour ampliation
Pour le Préfet
et par délégation
Le Chef de Bureau



Christian AULEN

Délais et voie de recours (article 14 de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement). La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif, le délai de recours est de deux mois à compter de la notification pour le demandeur ou pour l'exploitant, il est de 4 ans pour les tiers à compter de l'affichage ou de la publication de la présente décision.

